

Numéro 4 décembre 2007



Sport et Francophonie



«L'engagement des médias pour la paix.» Ce thème débattu lors des dernières assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), en Côte d'Ivoire, a démontré que des actions basées sur le sport et relayées par les journalistes contribuent à la paix. Le secrétaire général de l'ONU avait d'ailleurs pris les devants en faisant appel à l'ex-conseiller fédéral Adolf Ogi pour promouvoir le sport chez les jeunes dans les pays en voie de développement.

Que de chemin parcouru depuis ce jour de 1972, date du premier contact entre Chinois et Américains organisé sous la forme d'un match de tennis de table. Les Jeux olympiques ne se dérouleront-ils pas à Pékin en 2008? La présence à Yamoussoukro de l'ex-star du football, le Franco-Ivoirien Basile Boli, et son engagement en faveur d'activités pour la paix par le sport dans les pays africains, sont apparus comme des éléments s'identifiant parfaitement aux objectifs visés par l'UPF. Car, lors de leur rendez-vous annuel, les quelque 200 journalistes du monde francophone ont réaffirmé leur volonté de défendre des valeurs fondamentales qui vont de la liberté d'expression et du droit à l'information à l'ancrage de la démocratie et à la diversité culturelle. Un rappel lourd de sens puisque lancé d'un pays secoué, ces dernières années, par une crise baignée dans le sang.

Plus ancienne association francophone de la planète, l'UPF ne faillit pas à sa mission de garant de l'usage du français également au sein du mouvement olympique. Restons dans le sport, pour conclure, en saluant l'initiative de SV Foundation qui lance le Prix du Journalisme sur une thématique de circonstance à la veille de cette année olympique: «Sport et alimentation saine.»

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Déclaration de Neuchâtel

Communiqué final des participants de l'édition 2007 des Rencontres de Neuchâtel qui ont réuni une dizaine de partenaires francophones sous l'égide de notre Association



Vue générale de l'édition 2007 des Rencontres de Neuchâtel dirigée par Daniel Favre, président de l'Association suisse des journalistes de langue française.

Photo Germond

Les participants à la 4^e Rencontre de Neuchâtel ont déploré, avec inquiétude, l'absence d'un véritable statut des langues dans notre pays. Les principales organisations francophones de Suisse romande étaient réunies, comme chaque année, sous les auspices de l'Association des journalistes de langue française. A leur avis, il est urgent de mettre en œuvre une politique réfléchiée et concertée pour freiner le mouvement du «tout à l'anglais» qui décline nos langues nationales.

Ce devoir incombe d'abord aux autorités fédérales, cantonales et communales. Il est inadmissible que les administrations, les grandes régions (postes, téléphones, chemins de fer) et les autres entreprises publiques ou semi-publiques recourent de façon toujours plus systématique à des termes ou des tournures

empruntés au jargon international. Il est inadmissible que le Fonds national de la recherche scientifique exige des chercheurs qu'ils rédigent leurs projets en anglais.

Il est inadmissible que cette langue se généralise dans l'enseignement supérieur dès le niveau de la licence et de la maîtrise, bizarrement appelées *bachelor* et *master*.

Il est inadmissible que de nombreuses raisons sociales, quand bien même elles prétendent avoir un rayonnement international (ainsi Geneva Palexpo... et tant d'autres), s'affirment en anglais sans aucune traduction dans l'une de nos langues nationales, donnant ainsi l'image d'une sorte de colonisation.

Il est inadmissible que le langage commercial et publicitaire s'encombre sans aucune nécessité pratique de termes venus d'outre-Atlantique, ne témoignant

ainsi que du conformisme et du terrible manque de créativité des spécialistes en communication.

Nous ne nions évidemment pas l'importance de l'anglais, d'ailleurs appauvri et souvent maltraité, dans le monde d'aujourd'hui, mais nous ne saurions pour autant sacrifier la diversité des langues. Il nous appartient à tous de la maintenir: c'est la tâche, de plus en plus urgente, du monde politique à tous les échelons; des acteurs culturels; des chefs d'entreprise; des responsables de la presse et des médias. Désirant passer aux actes, les organisations francophones qui se rencontraient le 27 octobre 2007 au château de Neuchâtel ont créé un groupe de travail: il est formé de quelques parlementaires cantonaux qui veulent bien préparer et proposer des mesures coordonnées dans l'ensemble de la Suisse romande.

Quo vadis UPF?

Les 39^{es} assises de l'Union de la presse francophone, qui se sont déroulées du 1^{er} au 8 décembre en Côte d'Ivoire, ont laissé perplexe la délégation suisse

La passation de pouvoir entre le Français Hervé Bourges et l'Ivoirien Dan Moussa était annoncée. Regrettons qu'elle se soit déroulée de façon aussi cavalière, à la suite d'un bricolage des statuts. Dans la foulée, le secrétaire général Georges Gros a imposé, à un comité directeur mis devant le fait accompli, deux vice-présidents. Le Marocain Abdelmounaim Dilami et le Camerounais Alain-Blaise Batongué sont ainsi intégrés aux côtés du président Dan Moussa au sein du Bureau de l'UPF qui devient à majorité africaine. Des nominations intervenues alors que ce point ne figurait pas à l'ordre du jour de la séance du comité international. Un comble.

Face à ce diktat, notre section sera contrainte de réagir. Un rappel des principes démocratiques s'impose pour que l'association faitière conserve sa crédibilité et assure sa pérennité. De plus, l'on ne peut tolérer l'introduction de vice-présidents à deux niveaux. Daniel Favre, par exemple, pourtant respon-

sable du continent européen, conserve son titre mais il est exclu du Bureau de l'UPF.

Présence des ex-belligérants

Tout n'a toutefois pas été noir lors de ces assises 2007. Relevons quelques points positifs retenus par les 11 membres de la délégation suisse. Les participants helvétiques ont découvert des dirigeants de la Côte d'Ivoire – hier ennemis, aujourd'hui réconciliés – qui émettent une volonté évidente de réunir et reconstruire leur pays secoué ces dernières années par des luttes internes sanglantes.

Les contacts directs avec le président Laurent Gbagbo, le premier ministre Guillaume Soro, le ministre de la Communication, Ibrahim Sy Savané, et le ministre de la Culture et de la Francophonie, Augustin Kouadio Komoe, ont révélé le désir des ex-belligérants d'œuvrer ensemble dans l'intérêt de tous. Mais le chemin du retour à la démocra-

tie, au calme et à la prospérité est encore long et parsemé d'écueils.

Résolution suisse acceptée

Sujet de satisfaction qui est ressorti des débats suivis par quelque 200 journalistes de 28 pays: l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la protection des journalistes dans les pays en guerre. Le texte de la résolution préparé par Daniel Favre sera peaufiné en concertation avec la Fédération internationale des journalistes, Reporters sans frontières et des organisations professionnelles des régions concernées. Il sera ensuite soumis aux autorités politiques des Etats en situation de conflits.

Dans une autre résolution, l'UPF renouvelle son soutien à TV5 Monde qui, par son statut multilatéral, doit poursuivre son action au service de la diversité culturelle et de la paix. Autre prise de position intéressante: à dix mois des Jeux olympiques de Pékin, l'UPF s'associe aux actions entreprises



Le Français Hervé Bourges (à gauche) a passé le témoin à l'Ivoirien Dan Moussa.

Photo Mollet

par le Comité international olympique en faveur de «la paix par le sport» et de la défense des droits de l'homme.

Au chapitre des activités récréatives, les participants ont visité Assinie (ville balnéaire), Samo (village industriel), Grand Bassam (1^{re} capitale de la Côte d'Ivoire) Bouake (ville de la partie nord, site des ex-rebelles) et la basilique Notre-Dame-de-la-Paix à Yamoussoukro.

La Francophonie au cœur du sport et de l'olympisme

La francophonie au cœur du sport et de l'olympisme, tel était le thème du colloque organisé par le Comité français Pierre-de-Coubertin, les 28 et 29 septembre dernier, dans les magnifiques salons du Palais du Luxembourg, à Paris.

Créé en 1950, le Comité français Pierre-de-Coubertin a notamment pour objet de défendre une conception éducative du sport à tous les niveaux, afin que celui-ci soit reconnu comme élément indispensable de l'éducation. Influencé par l'action de Pierre de Coubertin, le comité est sensible au respect du français comme langue olympique, ce qui répond à la nécessité de préserver la diversité linguistique dans le monde, un engagement que la Francophonie a pris aux côtés des autres communautés linguistiques internationales.

Ce colloque réunissait un nombre considérable de personnalités du monde de la francophonie, de la politique, des écrivains, professeurs, journalistes et sportifs de haut niveau.

La séance s'est ouverte par une allocution du président du Comité P.-de-C., Pierre Rosten, et de M. Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Impossible de résumer le programme intensif de conférences et de discussions dans diverses tables rondes. On relèvera quelques moments forts de ces deux journées. Il faut rappeler que c'est grâce à Pierre de Coubertin que le français est reconnu comme langue offi-

cielle aux Jeux olympiques. Or aujourd'hui, on constate de grandes difficultés à garder le français comme langue officielle dans l'olympisme. Il importe donc d'être attentifs, vigilants car le choix d'une langue est très important. Ce respect de la langue française comme langue olympique et comme langue officielle dans les fédérations sportives internationales n'est pas un repli sur soi mais, au contraire, une démarche d'ouverture en faveur de la diversité linguistique. S'il faut promouvoir la diversité des langues, il ne faut pas de dictature ni d'hégémonie dans le monde du sport, nous a dit M. Abdou Diouf. «**La francophonie doit être au cœur du sport et de l'olympisme.**»

Un autre orateur nous a parlé de la Société française de terminologie. Le but de cette société est de créer une base de données pour des termes sportifs, dans le but de les franciser. Faire admettre ces termes a une portée symbolique au même titre que le drapeau et la *Marseillaise*. La défense du français dans les grandes fédérations sportives est également le but d'une autre association. Il faut se battre pour intervenir dans ces milieux et parler anglais pour mieux défendre notre langue. Le professeur Ernest Gilbert, président de

l'UNCU (Union nationale des clubs universitaires), a conquis l'assistance par ses propos: «Garder le français comme langue olympique est surtout un symbole. **Le sport n'est pas au-dessus de la société mais dedans.** Il est à un moment-clé de son existence avec la mondialisation et la médiatisation extrême. Le sport et la société sont en mal de repères. Le sport a oublié ses valeurs fondamentales.» Le professeur Gilbert nous a dressé un tableau assez sombre de cette actualité avec les tricheries, manipulations, dopages qui font la une des médias.

La société est malade du sport et il est temps d'agir et de refuser l'inacceptable. Seule la francophonie peut agir. C'est un acteur privilégié au service de la diversité des cultures. «**Esprit de Coubertin, es-tu là?**» nous a-t-il dit. **Le sport doit être au service de l'homme et non l'inverse. La francophonie doit reprendre ce slogan.**

En fin de colloque, une table ronde a réuni plusieurs «Grands Témoins» de la francophonie sportive. Depuis les Jeux d'Atlanta, ces personnes désignées par le secrétaire général de la Francophonie ont pour mission de défendre la promotion du français comme langue internationale et pour la préservation de son statut comme

langue officielle du mouvement olympique. Combat d'arrière-garde pour certains, c'est un travail de longue haleine qui demande de nombreuses démarches et des conventions bilatérales. Pour les prochains Jeux olympiques de Pékin, c'est M. Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre, qui a été désigné comme Grand Témoin. M. Raffarin, très apprécié des Chinois, est déjà allé en Chine en mission officielle pour faire respecter la charte de Pierre de Coubertin.

Comme on peut le constater, ces deux journées ont été riches d'enseignement pour la francophonie en Suisse. En tant que déléguée de l'Association pour la défense du français, j'ai pu dire quelques mots de notre mouvement et de nos actions. J'ai rappelé aussi que Pierre de Coubertin avait une place privilégiée au Musée olympique de Lausanne et qu'il était dommage que, dans le document faisant le recensement de tous les sites portant le nom de Pierre de Coubertin (on en trouve pratiquement dans tous les départements et grandes villes de France), on ne cite pas Lausanne et son Musée olympique. Dès lors, pourquoi pas un comité suisse Pierre de Coubertin?

Odile Jaeger Lanore

Eclaircie sur l'avenir de TV5 Monde

Même si aucun accord n'a été signé à l'issue de la Conférence des ministres de TV5 Monde, les partenaires belges, canadiens, suisses et québécois sont désormais rassurés quant à l'avenir de la chaîne internationale francophone

Les 8 et 9 novembre 2007, c'est à Lucerne que se sont tenues les traditionnelles réunions des hauts fonctionnaires et des ministres des pays partenaires de TV5 Monde. Compte tenu du projet de réforme de l'audiovisuel extérieur français qui, depuis quelques mois, inquiète les partenaires de la chaîne francophone, cette 20^e réunion des ministres, présidée par le M. le conseiller fédéral Moritz Leuenberger, s'est déroulée dans un contexte pour le moins houleux.

Incontestablement, les différentes prises de position des pays partenaires émises précédemment avaient fait mouche du côté français, et notamment celle de la présidente de la Confédération, M^{me} Micheline Calmy-Rey, par voie de presse en Suisse et dans les pays francophones. L'attachement des partenaires de TV5 Monde à leur chaîne internationale francophone est donc une évidence avec laquelle les bâtisseurs de la Réforme française de l'audiovisuel extérieur doivent compter.

Peut-être était-ce donc pour mieux rassurer leurs collègues suisses, belges, canadiens et québécois que les représentants des autorités françaises se sont rendus à Lucerne en délégation pléthorique. D'emblée, leurs propos ont été rassurants. Il n'y avait plus lieu de s'inquiéter d'une fusion entre France 24 et TV5 Monde. Des rapprochements entre les deux chaînes étaient certes à envisager, mais les principes fondamentaux de la

chaîne francophone seront respectés, notamment sa liberté rédactionnelle, son caractère multilatéral et francophone. Dans cette perspective et à la demande des partenaires de TV5 Monde, un groupe d'experts avait été mis en place en septembre 2007, avec pour mission de formuler les rapprochements possibles entre les deux chaînes. Les ministres ont examiné et approuvé les conclusions du groupe d'experts qui portent essentiellement sur une commercialisation et une distribution intégrée, un rapprochement technique entre les rédactions, une veille technologique commune et la création d'un portail Internet commun. En annexe à ce rapport ont été également présentés les résultats d'une réflexion menée par un sous-groupe d'experts, s'engageant plus spécifiquement sur une réorganisation stratégique de la chaîne et la création d'une «marque ombrelle». Les ministres non français ont exprimé leurs réserves quant au contenu de ce second document.

A partir de ces différents travaux et échanges, dans les semaines à venir, les représentants des autorités françaises devraient préciser leur position dans un document qui tiendra compte des considérations exprimées par les partenaires. Chaque délégation aura ensuite à se positionner sur la proposition française pour aboutir finalement et idéalement à un accord qui devrait être validé par tous les ministres avant la fin du 1^{er} trimestre



2008. Si l'avenir de TV5 Monde se présente donc, aujourd'hui, sous de meilleurs auspices, force est de constater que le feuilleton n'est pas encore totalement terminé...

Par ailleurs, cette rencontre a été l'occasion pour la France de rappeler que si elle détient 66% des actions de TV5 Monde, elle en assure le financement à hauteur de 84%. D'évidence, ce déséquilibre n'est pas souhaitable car, à la longue, il risque de fragiliser le principe de multilatéralité. D'ores et déjà, pour 2008, tous les partenaires ont décidé d'augmenter leur contribution d'au moins 2,5% et, compte tenu des enjeux

actuels, certains envisageraient même des mesures additionnelles pour marquer symboliquement le renforcement de leur engagement.

Et la Suisse dans tout ça? Partenaire de TV5 Monde depuis sa création en 1984 et très attachée à la chaîne francophone, il faut seulement espérer qu'elle pourra suivre le mouvement le jour où tous les partenaires non français viendraient à annoncer un effort supplémentaire de participation financière. Faute de quoi elle risquerait fort de se retrouver en rade quant à la suite de cette belle aventure francophone.

Catherine Noyer

Chronique du linguiste:

Cerner les standards, c'est repérer les étendards !

Dans ma chronique d'octobre 2005, je m'étais déjà permis d'appeler «l'étymologie à la rescousse» pour renvoyer «les teams au logis». Eh bien, aujourd'hui, je vais refaire de même afin de démasquer les pernecieux «Bildungsstandards» qu'on cherche coûte que coûte à nous imposer.

Le pluriel «allemand» en -s nous indique ici que nous sommes de nouveau confrontés à un anglicisme sournois. En effet, «standard» est tout d'abord un héritage du vieux francique continental, devenu saxon insulaire. De «lieu de ralliement militaire» (cf. ancien français «estandard», il fut ensuite réduit à un «étendard» autour duquel se rassemblaient les guerriers. De nos jours, il évoque plutôt des synonymes du genre «point de repère», «panneau», «critère», «canon», «type», «modèle», «étalon», «aune», «NORME», des expressions somme toute statiques tendant à supplanter le dynamique «ÉTENDARD» qui, lui, flotte au gré des modes et conventions, reflétant l'aspect fluctuant et aléatoire des goûts et tendances, pour ne pas dire les rap-

ports «diacritiques» – illustrés par un certain PISA (Program for International Students Assessment), rejeton de l'inévitable OCDE. Dans son dernier numéro (6/07), Gymnasium Helveticum publie un bel article digne des meilleurs journalistes d'investigation: «Standards für die Schweizer Gymnasien?» rédigé par le président de la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire, Hans Peter Dreyer. Cette brillante analyse n'étant qu'en allemand, je me sens obligé de rendre accessible au lecteur romand cet extrait de «Bildungsstandards am Gymnasium: Korsett oder Katalysator?», édité par Peter Labudde (Berne, 2007). Accompagnant une trentaine d'autres contributions de collègues suisses, autrichiens et allemands, la réflexion critique de H. P. Dreyer remet certaines pendules à l'heure afin de nous aider à ne plus prendre nos vessies pour des lanternes. Car il serait temps de rappeler à bon nombre de journalistes avides de «rankings» tape-à-l'œil que PISA n'est pas une ville italienne (calamiteuse comme Bologne dans le contexte éducatif) mais une

offensive standardisante lancée par de tendancieux pédagogues à la botte d'obtus «experts océdeens».

Quant au STANDARD/ÉTENDARD de ces derniers, il rassemble plutôt les adeptes de la dictature des tests et autres examens irrémédiablement standardisés, formatés à l'extrême, dont la finalité est d'intérioriser des réflexes «behavioristes». C'est ainsi que disparaît la CULTURE, la «BILDUNG», de plus en plus affublée du préfixe «Aus» (*Ausbildung* - Formation), pour mieux seconder la *suffisance* (*Einbildung*). Etouffée entre le EIN et le AUS des «penseurs» binaires, le juste milieu de la culture générale (*Allgemeinbildung*) se rétrécit comme peau de chagrin et risque de ressembler, dans un avenir proche, à un simple trait ne séparant plus que l'alternative bjective «EIN oder AUS», «juste ou faux». Ce qui nous fait dire: «Ausbildung = Aus für die Bildung» («Formation = la fin de la culture»). En effet, comme le remarque très justement Dreyer, le composé «Bildungsstandard» est déjà une contradiction en soi, une sorte d'oxymore très anglo-

saxon dans son obsession des sciences sociales empiriques, lesquelles se permettent de tout mesurer, peser, quantifier, même ce qui ne s'y prête en aucun cas (personnalité, originalité, créativité, etc.). Bien entendu, ce «changement de paradigmes» a l'énorme avantage de favoriser les vendeurs représentant tous les instituts internationaux privés, dont l'ambition est de dicter leurs lois dans nos écoles où les enseignants seront réduits (comme en Angleterre) au rôle d'exécutants dans le but d'instaurer le standard minimum du plus grand nombre (payant). Cette nouvelle industrie triomphante des tests tous azimuts hisse partout son drapeau/standard/étendard, hérissant le paysage scolaire helvétique et européen de banderoles et autres fanions (*Corporate Identity* oblige), agités par des exaltés «néocons», gestionnaires d'établissements, pardon, d'entreprises mondialisées, dont le principal souci est de satisfaire le chaland en se ralliant à la bannière étoilée, laquelle fait régner universellement la «Quality» (médiocrité marchande) à bon/bas prix.

Erich Weider

Pour la protection des journalistes dans les zones de conflit armé et de violences internes

Le projet de convention internationale

Plus de 100 journalistes décédés cette année: un tragique bilan qui impose des solutions urgentes. Après trois ans de multiples consultations, le comité PEC (Presse Emblème Campagne) vient de s'atteler concrètement à la rédaction d'un projet. Nous pouvons vous dévoiler en premier les grandes lignes de ce texte:

Préambule: Il énumère les principales dispositions et décisions de l'ONU. Cela va de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Conventions de Genève aux résolutions de 1973 et de 2006. Objectif: prévenir les attaques dont sont victimes les journalistes, lutter contre l'impunité et assurer le droit des victimes à la justice ainsi qu'à un dédommagement.

Article 2 Il précise que toute attaque délibérée ou agression, menace, enlèvement ou détention dans l'exercice des fonctions est interdite...

Article 3 Il définit le rôle des Etats.

Article 5 C'est le cadre des mesures à prendre pour enquêter, pour trouver les responsables et les traduire en justice. Au cas où l'Etat n'assume pas ses responsabilités, une commission d'enquête internationale indépendante est automatiquement créée.

Article 7 Il prévoit un signe distinctif pour les médias, dont le port reste facultatif.

Article 8 Il est consacré à la formation tant des militaires et civils engagés dans un conflit armé qu'à celle des journalistes.

Article 9 Il est consacré à la garantie d'obtenir réparation et indemnisation. Un fonds serait prévu par les Etats parties et les associations de presse.

Article 10 Pour la mise en œuvre, il est institué un Comité international des médias (CIM) dont le secrétariat est basé à Genève.

Ce projet de convention internationale est actuellement en consultation avant d'être présenté l'an prochain aux gouvernements pour adoption, espérons-le!

Nous vous tiendrons au courant des réactions puisque tant l'UPF que notre association sont impliquées dans la rédaction du texte.

En bref

Internet en anglais!

Les internautes anglophones sont toujours plus nombreux et représentent le tiers du milliard d'utilisateurs dans le monde. Le chinois arrive en deuxième position. Suivent l'espagnol, le japonais, puis le français.

La fosse aux hommes

Le Musée romain de Lausanne invite à découvrir une drôle de bête, ses jouets familiers, son histoire et son

comportement: le seul grand singe de Suisse! Même s'il se considère souvent comme une créature à part, l'homme fait partie, selon les concepteurs de cette exposition, du règne animal... à voir jusqu'au 4 mai 2008.

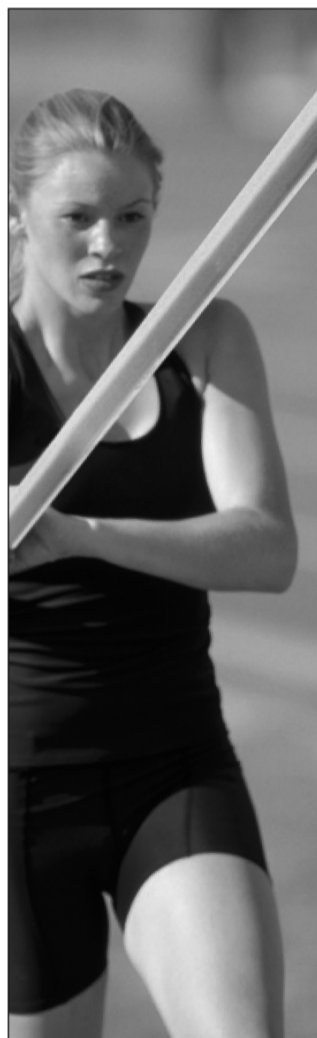
Du nouveau dans le Petit Larousse

Notons, dans l'édition 2008: côté horreurs, «podcast», «blockbuster»; côté Suisse, «relâches» (vacances), «rocade» (charges politiques). Parmi les noms propres, Roger Federer entre dans le dictionnaire, ainsi que Bernard Lavilliers, Juliette Binoche ou encore le Cirque du Soleil.

La langue de bois

Dans la perspective des élections fédérales, Nicolas Dufour s'est amusé, dans *Le Temps*, à disséquer le terme de langue **Xyloglotte** (du grec xylo, le bois). C'est l'extension langagière de la technocratie, écrit-il. Elle repose sur le «concept incontournable du complexificationnisme», selon le site officiel d'illustration et défense de la langue xyloglotte». On dira ainsi d'un politicien qu'il se livre à la «luthomiction» (qu'il urine dans un violon). A l'inverse, on peut saluer le fait qu'il n'hésite pas à «dénominofélinoféliner» = appeler un chat un chat.

P.P.
1000 LAUSANNE 12



SV foundatiOn

Ouverture de la compétition... Prix SV 2008 du Journalisme

Ecrire est un sport? Enquêter un marathon? Le Prix SV du Journalisme récompense les meilleurs sujets traités en Suisse, en Autriche ou en Allemagne, abordant une thématique liée à l'alimentation saine. Son objectif: favoriser une meilleure compréhension de cette problématique majeure en encourageant la diffusion d'articles attractifs et didactiques.

Dans les starting-blocks?

Alors qu'une année olympique s'annonce, nous proposons un thème de circonstance:

«Sport et alimentation saine – les performances se jouent-elles dans l'assiette?»

A vos marques... L'article ou le reportage doit être réalisé dans une langue nationale et diffusé à la radio ou à la télévision, ou publié dans la presse écrite, voire sur internet.

Les lauréats dont un(e) romand(e) se verront partager un prix de CHF 15'000.–.

Prêts? Règlement complet et informations sous: www.sv-fondation.ch/PrixSVduJournalisme

Partez! Remise des sujets: 30 avril 2008.

SV Fondation / Memphispark / Wallisellenstrasse 57 / Postfach / CH-8600 Dübendorf 1
Tél. : +41 43 814 10 02 / contact@sv-fondation.ch / www.sv-fondation.ch